L'outre-mer français. Évolution institutionnelle et affirmations identitaires de Thierry MICHALON

Benoît Carteron

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/5976>

DOI : 10.4000/jso.5976

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2009

Pagination : 330-333

ISBN : 978-2-85430-026-0

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Benoît Carteron, « *L'outre-mer français. Évolution institutionnelle et affirmations identitaires* de Thierry MICHALON », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 129 | juillet-décembre 2009, mis en ligne le 15 décembre 2009, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jso/5976> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.5976>

Les auteurs rapportent les données présentées à l'échelle de la France métropolitaine pour permettre au visiteur de se rendre compte de son importance. Au niveau mondial, les récifs coralliens sont les « plus grandes bio-constructions de la planète » et sont situés en zone intertropicale : 284 300 km² (à peine plus de la moitié de la France) offrant un potentiel économique et une source de subsistance à plus de 500 millions de personnes (dix fois la population métropolitaine et 8 % de la population mondiale) dans une centaine de pays bordés par ces récifs. L'outre-mer français place la France au quatrième rang mondial des grandes régions coralliennes avec 14 280 km² de récifs coralliens, derrière l'Indonésie (51 020 km² de récifs), l'Australie (48 960 km²) et les Philippines (25 060 km²). La seconde carte, figurant la Nouvelle-Calédonie et les îles, avec ses découpages provincial et communal, accompagne une présentation géographique de cet archipel du bout du monde (à 18 368 km de Paris) et de ses populations : 244 600 habitants en 2008 dont les Kanak, le peuple d'origine, représentent 44,1 % à côté de 34,1 % d'Européens, 9 % de Wallisiens et Futuniens, 2,6 % de Tahitiens, 2,5 % d'Indonésiens, 1,4 % de Ni-Vanuatou et 1,4 % de Vietnamiens, 0,4 % de Chinois et 4,3 % d'autres communautés dont des Japonais... (selon l'ISEE).

Le second chapitre nous fait entrer dans le vif du sujet : la terre de corail déclinée en plusieurs sous-chapitres (« “Mégallocorallis” », « Architectes de talent », « Quelle est la nature du corail : animal, végétal ou minéral ? », « Du macrocosme au microcosme », « Coraux fluorescents », « La Nouvelle-Calédonie honorée par la science »). Extrêmement bien illustré et documenté par de belles photographies et des schémas très pédagogiques, il permet au néophyte de tout savoir sur le corail – voir, par exemple, la présentation de neuf espèces de coraux multiformes avec leur nom commun, leur nom scientifique et une photographie couleur (p. 23) ; l'arbre de vie schématique du corail : les Cnidaires descendent, dans l'ordre du vivant, des animaux (Métabolites) qui, avec les champignons et les plantes, proviennent des Eucaryotes avec les Achées et les Bactéries (p. 25) ; ou encore le schéma de la structure d'une colonie de corail (p. 28).

Le troisième chapitre présente les différents écosystèmes (« naturels ») calédoniens : les 4 000 km² de forêt humide (21 % du territoire) face aux 350 km² de forêt sèche, les 4 400 km² de maquis minier (23 % de la superficie !) et les 6 000 km² de savane (40 %). Puis l'auteur fait percevoir l'importance des espèces endémiques de la forêt humide, autrement dit celles qui n'existent nulle part ailleurs, en nous offrant un aperçu de quelques-unes d'entre elles : les roussettes et chauves-souris, seuls mammifères installés en Nouvelle-Calédonie avant l'arrivée de l'homme, dont six espèces sur les neuf actuelles sont endémiques, parmi lesquelles la roussette rousse, *Pteropus ornatus*... et la fougère arborescente, *Cyathea intermedia*. Puis, à la rencontre de la mer et de la terre se trouve la célèbre mangrove calédonienne – qui ne connaît pas le « cœur de Voh » qui s'étale sur 200 km² – et les non moins célèbres crabes de palétuviers, *Scylla serrata*, dont on apprend tout du cycle de reproduction... De

nombreuses photos présentent la biodiversité des lagons et récifs de Nouvelle-Calédonie et leurs étonnants habitants.

Le quatrième chapitre permet de découvrir les hommes qui peuplent ce territoire et leur histoire, à savoir les migrations au moyen de grandes pirogues, puis l'arrivée des Européens sur de grands navires. Là encore, on passe de la mer à la terre avec la découverte de « l'or vert » que fut la garniérine découverte par Jules Garnier et est encore le nickel. L'auteur présente enfin en quelques pages la coutume kanak (pp. 70-79).

Les deux derniers chapitres abordent des questions actuelles de la Nouvelle-Calédonie : les paradoxes climatiques et naturels tout comme écologiques et humains, et le partage actuel de toute cette richesse via le classement à l'UNESCO. Ainsi, on apprend que « les coraux sont d'excellents indicateurs climatiques » et que « l'enregistrement des changements du climat se fait à l'échelle de la colonie corallienne et à celle du récif » (p. 86) en vertu de leur « mémoire d'éléphant » et de leur « fragilité de cristal » (p. 85). Contraintes naturelles, changements climatiques et pressions anthropiques entraînent des destructions totales ou partielles de ce milieu et « ont des conséquences pour l'homme en termes de santé publique, d'économie et de société » (p. 95). Parmi les risques les plus célèbres, on pense évidemment à la gratte, ou *ciguatera*, qui se développe sur les coraux morts et dont le responsable est la micro-algue *Gambierdiscus toxicus* consommée par les poissons herbivores et qui entre dans la chaîne alimentaire jusqu'à l'homme via les poissons carnivores.

Voilà donc un beau petit ouvrage, très pédagogique et accessible au plus grand nombre, non spécialiste de ces questions, qui permet à tous de se familiariser avec la Nouvelle-Calédonie et sa biodiversité, tant marine que terrestre.

Isabelle LEBLIC,
CNRS-LACITO, Villejuif

MICHALON Thierry, 2009. *L'outre-mer français. Évolution institutionnelle et affirmations identitaires*, Paris, L'Harmattan, coll. Gralé, 162 p.

Dans ce court ouvrage, l'auteur développe deux idées-force, dans une perspective qu'il qualifie d'« anthropologie juridique » (p. 15) : d'une part, il met au jour un brouillage juridique mettant fin à l'opposition entre la « République intra-nationale » (France métropolitaine et départements d'outre-mer) soumise au droit commun et la « République extra-nationale » que constituaient les territoires d'outre-mer (devenus collectivités *sui generis*), aux règles de droit distinctes de celles imposées par l'autorité centrale. D'autre part, il montre le caractère semblable des outre-mers, autant sur le plan économique que sur celui des relations ambiguës avec la France, malgré une diversité de statuts censée refléter la diversité des situations locales. Chacune de ces thèses est reprise respectivement dans les deux parties de l'ouvrage, elles-mêmes subdivisées en quatre et cinq chapitres.

En introduction, Thierry Michalon rappelle le fil directeur de ses travaux depuis trente ans : à savoir que la République française est une fédération qui s'ignore du fait de l'autonomie juridique accordée à certaines collectivités territoriales d'outre-mer, et ce à l'encontre d'une doctrine juridique proclamant « le caractère définitif et intangible de la délimitation du territoire de l'État et de la consistance de sa population » (p. 12). L'unité et l'indivisibilité de la République relèvent du slogan idéologique et sont contredites par l'évolution du droit ultramarin depuis 1946, qui a tenté par là d'endiguer le problème de la nationalité. Jusqu'à la révision constitutionnelle de 2003, la création de deux blocs mettait alors en évidence l'opposition entre deux volets de la République. Dans les départements d'outre-mer, les populations considérées comme assimilables rejoignent le cœur de la nation et se voient appliquer les règles du droit commun (égalité législative avec adaptations). Dans les territoires d'outre-mer, les populations, implicitement considérées comme des nations périphériques, bénéficient d'un régime de spécialité législative tenant compte de leurs intérêts propres.

Le statut de département d'outre-mer, accordé d'abord en 1946 à la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, a été considéré comme un aboutissement du processus d'assimilation concernant les « vieilles colonies ». L'auteur rappelle que la départementalisation a été mise en place à la demande des élus locaux de l'époque (dont Aimé Césaire) « dans le but de réaliser la complète incorporation à la République de populations qui se proclamaient et voulaient être considérées comme intégrées à la Nation » (p. 26). Le même raisonnement justifia trente ans plus tard l'accès de Saint-Pierre-et-Miquelon et Mayotte au statut de département, même si, dans ce cas précis, il a été imposé par le gouvernement français.

Par le statut de territoire d'outre-mer, la loi a traduit la reconnaissance implicite d'une « différence de nature » avec les départements, présupposant en quelque sorte « une essence nationale distincte » (p. 30). Dans ses avancées les plus audacieuses, ce statut a bénéficié aux Comores et au Territoire français des Afars et des Issas (Djibouti) dans les années 1960 et 1970, devenus indépendants depuis. Il s'est présenté sous une autre forme dans les années 1980 en Nouvelle-Calédonie et Polynésie française. Véritable régime d'autonomie, il accorde un degré de libre administration dépassant la simple décentralisation administrative : pouvoir d'auto-organisation, lois et décrets spécifiques publiés au journal officiel local, organes territoriaux inspirés de ceux d'un État, transfert massif de compétences aux autorités territoriales, possibilité d'abroger ou de modifier les lois ou règlements nationaux, système répressif propre, autonomie fiscale, possibilité d'adopter des signes distinctifs, chef de l'exécutif associé aux relations internationales de la République, régime spécial d'association avec la Communauté Économique Européenne, possibilité de jouir d'une procédure d'autodétermination³. Notons

que ce régime d'autonomie à la française se distingue tout de même des entités membres d'un ensemble fédéral par le fait que les actes des autorités territoriales demeurent des actes administratifs, et non législatifs, qui sont donc soumis au contrôle de légalité et de régularité budgétaire.

L'opposition entre les deux statuts a cependant perdu de son sens initial. D'une part, les départements d'outre-mer, ainsi que la Corse, ont bénéficié au fil du temps d'une décentralisation plus poussée que les départements de l'hexagone. Le législateur a ainsi essayé de faire face à l'affirmation identitaire et à la montée des sentiments nationalistes. D'autre part, la création de collectivités territoriales non nommées (*sui generis*), qui ne sont donc ni des départements, ni des régions, ni des territoires d'outre-mer, a permis au législateur d'échapper à l'unité et à l'homogénéité des collectivités de même catégorie qu'exige la conception française du droit, mais qui sont remises en cause par les revendications des périphéries ultramarines. Le brouillage n'en persiste pas moins en raison d'une confusion entre la dénomination de chaque collectivité *sui generis* et la catégorie censée définir les règles de fond qui s'y appliquent. Ce brouillage s'accroît avec la révision constitutionnelle de 2003 qui, en introduisant la spécialité législative dans les départements et régions d'outre-mer, estompe la distinction entre départements et territoires d'outre-mer pour laisser place à un large éventail de statuts possibles en fonction des attentes locales.

L'éclatement des catégories juridiques, censé transposer la variété des situations locales (et qui conduit à parler aujourd'hui des Outre-mers plutôt que de l'Outre-mer), apparaît « comme la reconnaissance officielle d'une diversité culturelle et juridique, à l'intérieur du cadre de la République » (p. 99). Pourtant, l'auteur met en évidence des réalités semblables : au plan économique, par la très grande dépendance envers la métropole, et au plan idéologique, par la réticence à se reconnaître partie intégrante de la nation française. Il en ressort un écartèlement des opinions « entre le souci de leurs intérêts matériels et leur propension à affirmer une identité nationale propre » (*ibid.*) que traduit l'évolution juridique de statuts cumulant l'identité législative et l'autonomie. La prospérité due aux transferts financiers et le sentiment d'être assistés par l'ancienne puissance coloniale suscitent des sentiments contradictoires, teintés d'humiliation, et cette double revendication d'intégration à la République et de large autonomie. Pour l'auteur, la montée des sentiments identitaires, qui a accompagné l'élévation du niveau de vie, aboutit à une « instrumentalisation de la culture » (p. 107) : préserver ou conquérir des avantages matériels tout en invoquant les spécificités culturelles à l'appui d'un régime de discrimination positive.

À ce stade, Thierry Michalon appuie sa démonstration sur le cas des départements antillais, qui semblent particulièrement exacerber l'ambivalence à l'œuvre : regrets exprimés par Aimé Césaire dès 1956 quant aux

3. Qui n'est pas un droit à l'autodétermination car le gouvernement de la République conserve seul le pouvoir de déclencher la procédure.

effets de la départementalisation, affirmation d'une identité nationale (elle-même appuyée, à travers le discours de la créolité, sur une idéologie de l'essence culturelle), mais refus par le vote de renoncer aux départements et régions en 2003. Au final, la posture revendicative même, que reproduisent sans cesse les élus, prend le pas sur le fond des revendications en ce qu'elle révèle une humiliation persistante engendrée par des rapports de domination et vise, pour les peuples concernés, « à faire plier la République sans toutefois mettre en jeu leur appartenance à celle-ci » (p. 116). La culture créole est alors explorée dans ses traits non explicités. Il s'agit pour l'auteur d'une proximité de fond avec les origines africaines des populations, éclairant, par-delà l'histoire de ces territoires, la résistance à l'économie de marché (débrouillardise, primauté des solidarités familiales, vision négative du travail, culture d'assistance, consommation immédiate...) et à la logique rationnelle légale des institutions publiques (résistance à l'ordre établi, captation du pouvoir au profit de réseaux relationnels, passe-droits, citoyenneté et rapports à l'État vécus de façon utilitaire...). Pour terminer, l'auteur se demande si la révision constitutionnelle de 2003 n'a pas paralysé l'action du législateur en soumettant toute évolution du régime des collectivités ultramarines à l'approbation de leur population ? La République ne peut plus d'elle-même accorder la souveraineté à des collectivités qui rêvent d'émancipation tout en ne la voulant pas dans les faits.

Les deux parties de l'ouvrage se différencient nettement par l'intérêt qu'elles représentent et les approfondissements qu'elles apportent. La première offre un tableau d'ensemble de l'évolution institutionnelle de l'outre-mer français depuis la seconde guerre mondiale, exemples pris dans les différentes régions du globe en fonction des statuts de département, territoire ou collectivité *sui generis* viennent à l'appui de la démonstration. Dans la seconde partie, l'examen des caractéristiques juridiques se poursuit par l'approfondissement des modifications statutaires depuis 2003 dans les Antilles. Avec un langage clair, sans jamais se perdre dans le détail des subtilités du droit, rappelant régulièrement les points essentiels, Thierry Michalon donne à comprendre une matière complexe pour le non-spécialiste. Alors que les médias et l'enseignement scolaire hexagonal se réfèrent toujours aux deux seules catégories des départements et territoires d'outre-mer, cet ouvrage permet de faire le point sur l'évolution des statuts tout en identifiant les tendances communes derrière l'éclatement apparent. On regrettera seulement l'absence d'une bibliographie générale en fin de volume qui aurait permis de renvoyer le lecteur aux travaux menés sur la question de façon plus systématique.

La seconde partie est plus inégale. Si l'examen du lien entre « évolutions institutionnelles et affirmations identitaires » semble prometteur, les questions identitaires sont abordées d'une manière étroite et l'analyse se restreint essentiellement au cas des départements antillais, contredisant d'emblée sur ce point l'ambition de donner une vision d'ensemble de l'outre-mer. Dans la première partie, l'auteur

réussit très bien à mettre en exergue les lignes de fond statutaires qui rapprochent les collectivités d'outre-mer, en fonction d'une politique initiée par le Centre ainsi que par la reprise des innovations d'une collectivité à l'autre. Par contre, le cas des possessions françaises du Pacifique disparaît complètement en seconde partie, l'auteur suggérant que leurs populations n'ayant jamais connu le régime de l'identité législative, leur histoire est bien différente des vieilles colonies des Antilles dont la départementalisation venait tenter d'effacer les séquelles douloureuses de l'esclavage. Du coup, l'analyse est privée d'une portée véritablement comparative et de la possibilité de tirer des conclusions générales.

Par ailleurs, le traitement réservé aux questions identitaires apparaît bien schématique. L'affirmation identitaire n'est pas vraiment examinée pour elle-même, mais occupe la place d'une variable, expliquée par l'amélioration des conditions d'existence et explicative de la contradiction entre désir de prise en compte des spécificités et refus de l'émancipation. Thierry Michalon restreint la question identitaire à sa dimension stratégique : comme expression instrumentalisée de la culture au service de l'obtention d'avantages matériels. Le caractère composite de l'identité culturelle, ses dimensions émotionnelle et existentielle, les jeux de superposition ou emboîtements, les affirmations d'appartenances apparemment incompatibles, sa variabilité selon les contextes, sont, parmi d'autres, autant d'éléments disparaissant derrière une vision de l'affirmation identitaire réduite à un sentiment nationaliste qu'on suppose uniformément partagé. Cette complexité de l'identité est entrevue à propos de la créolité, mais l'examen de son expression propre est écarté au profit d'une approche de la culture créole la renvoyant au type de la société traditionnelle (identifié ici par une culture africaine profonde), par opposition à la société moderne que représente la culture hexagonale. Utilisé comme unique cadre d'analyse, cette dichotomie souvent dénoncée par les anthropologues pour son schématisme excessif, comporte des effets pervers : réduction des cultures à une série de traits figés confortant les stéréotypes du sens commun, hiérarchisation établie en fonction d'une vision à sens unique de la modernisation. De plus, en décelant dans la culture créole un héritage africain préexistant à l'esclavage, l'auteur tombe lui-même dans cette naturalisation de l'appartenance culturelle qu'il reproche aux chantres de la créolité.

Cette réticence mise à part, le regard et le travail du juriste Thierry Michalon alimente une réflexion essentielle sur le devenir des collectivités d'outre-mer et leur possible accès à la souveraineté. La présentation de l'évolution des statuts des collectivités ultramarines comme reflet des tendances contradictoires nées des rapports de force économiques et sociaux laisse planer le doute sur la possibilité d'accompagner un accès à la souveraineté dans le cadre de la République. Une analyse des évolutions récentes dans les collectivités du Pacifique, notamment en Nouvelle-Calédonie avec l'application de l'accord de Nouméa (irréversibilité du processus d'autodétermination, lois de pays, citoyenneté propre), prendrait ici toute sa

place dans le prolongement de la réflexion engagée par l'auteur.

Benoît CARTERON,
ESO – Angers, Université catholique de l'Ouest

DE CASTRO Inès, Katja LEMKE, Ulrich MENTER (Hg), 2008. *Paradiese der Südsee. Mythos und Wirklichkeit. Begleitbuch zur Sonderausstellung im Roemer- und Pelizaeus-Museum Hildesheim*, Mainz, Verlag Philipp von Zabern. 248 pp., bibliographies, carte, 353 illustrations.

Édité à l'occasion d'une exposition présentée du 11 octobre 2008 au 7 juin 2009 dans l'un des musées de la ville d'Hildesheim (100 000 habitants, la plus petite des métropoles de Basse-Saxe), ce livre a pour premier intérêt d'offrir un catalogue illustré (pp. 161-235) des collections océaniques du Roemer-und Pelizaeus-Museum (RPM), fortes de 237 objets provenant de l'ensemble du Pacifique, et pour beaucoup collectés avant 1900, à l'exemple d'un ornement frontal *nagasaka* (RPM V 6) acquis à Lukunor (îles Mortlock) en 1877 par Kubary pour le compte du Musée Godeffroy. Les photographies sont parfois trop réduites et peu parlantes, et sans doute faut-il avoir déjà vu quelques exemplaires des rares statues *tino* de Nukuoro pour deviner les formes du spécimen collecté par Bartels en 1903 (RPM V 7067), haut de 125 cm reproduit au 1/20^e p. 215 (mais un peu mieux figuré au 1/6^e p. 120, en face du bref article que lui consacre Inès de Castro, conservatrice et directrice adjointe du musée). Ces défauts sont le seul revers d'une mise en pages astucieuse, mettant en regard les objets disposés en vignette et leurs légendes dans des cartouches de même taille sur la page opposée. On y trouve, ce n'est pas le moins important, de nombreuses pièces inédites dont les dates et les circonstances de collecte pourraient susciter des enquêtes fructueuses, telles les effigies *hohao* du golfe de Papouasie entrées dans les collections d'Hermann Roemer (fondateur de ce musée en 1844) avant sa mort en 1894 (p. 185, RPM V 1088 à 1090).

Si ce catalogue est nécessaire aux spécialistes des arts océaniques, l'ensemble du livre illustre aussi de façon remarquable le renouveau des musées allemands et la qualité des efforts qu'ils déploient en direction du grand public. Il y a une décennie, la ville d'Hildesheim dotait les collections de Roemer – auxquelles s'étaient notamment ajoutées en 1907 les pièces égyptiennes accumulées pendant quarante ans de séjour au Caire par Wilhelm Pelizaeus, puis en 1927 les porcelaines chinoises d'Ernst Ohlmer –, d'un bâtiment moderne et d'un statut semi-privé en vue de mieux conserver et mettre en valeur des objets parfois considérés comme de première importance (ainsi qu'il est notoire pour la collection égyptienne de Pelizaeus). Pour ce qui est des pièces venues d'Océanie et des autres trésors ethnographiques du musée, il fallut aussi tout ce temps pour les étudier, les restaurer, déterminer la meilleure façon de les présenter au public proche ou lointain, en tenant compte des avancées récentes dans l'exploration et

l'exposition de ce sujet complexe, spécialement en Allemagne.

Les vingt-deux essais parfois réduits à une ou deux pages qui forment le corps de l'ouvrage n'offriront peut-être aux spécialistes qu'un sentiment de « déjà vu ». Ils ne sauraient perdre de vue que les pièces et informations inédites révélées à cette occasion s'adressent non pas seulement à l'attention de leur milieu restreint, mais à celui d'un large public, allant, peut-on souhaiter, des habitants d'Hildesheim aux lecteurs des bonnes bibliothèques du Pacifique. Signés, outre les éditeurs précités du volume, de Michaela Appel, Ehrentraud Bayer, Antje Denner, Michael Dickhardt, Andreas Fluck, Thomas Gädecke, Brigitta Hauser-Schäublin, Ingrid Heermann, Wolfgang Kempf, Werner Kreisel, Gundolf Krüger, Markus Schindlbeck, Florian Stifel et Hildegard Wiegel, ces textes d'excellente vulgarisation présentent les principales directions de recherche auxquelles se sont attachés récemment les Océanistes allemands, telle l'image des mers du Sud chez les peintres expressionnistes proches de Die Brücke (trois articles et de nombreuses œuvres d'Emil Nolde et de Max Pechstein) et bien sûr aussi la colonisation allemande du Pacifique (M. Schindlbeck, « *Deutsche in der Südsee* ») ou encore les effets récents de la mondialisation. Sur des sujets plus strictement ethnographiques comme les maisons des hommes en Mélanésie ou les monnaies mélanésiennes en coquillages marins et terrestres, les petits textes denses qu'y consacrent respectivement B. Hauser-Schäublin et I. Heermann constituent des aperçus synthétiques utiles à tous.

En complément de cette exposition et de ce catalogue, le Roemer Museum présentait également au Stadtmuseum im Knochenhauer-Amthaus (du 2 octobre 2008 au 3 mai 2009) les collections d'objets et les photographies laissées par Conrad Machens (1856-1930), originaire des environs d'Hildesheim, devenu entre 1881 et 1914 l'un des principaux commerçants actifs aux îles Fidji, au point d'être surnommé Fidschi-Machens. Prolongeant des reportages récents dévolus à ce personnage, cette intéressante manifestation organisée par Ulrich Menter n'était malheureusement accompagnée d'aucun catalogue ; elle fait espérer des articles ou des publications qui mettent ces documents épars ou inédits à la disposition des chercheurs de façon plus large et plus durable. La qualité et l'intérêt de ces deux expositions montraient à nouveau que les musées des villes moyennes d'Allemagne ne sont pas riches seulement de leur incomparable patrimoine historique, mais du soin et du savoir-faire de leurs responsables actuels à en révéler les trésors aux publics les plus divers.

Gilles BOUNOURE

POIRIER Sylvie, 2005. *A World of Relationships. Itineraries, Dreams, and Events in the Australian Western Desert*, Toronto, University of Toronto Press, 303 p., bibliogr., index, cahier hors-texte en noir et blanc de 2 cartes, 2 peintures et 8 photographies.